



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Agriculture-et-Sante>

LES QUESTIONS AGRICOLES

Agriculture et Santé

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1977 - N° 745 - avril 1977 -

Date de mise en ligne : mardi 18 mars 2008

Date de parution : avril 1977

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous d'écouterons dans de prochains articles les méthodes de culture biologique, puis les problèmes qui se posent. Car c'est là le point faible des écologistes. Pour les méthodes, il s'agira plutôt d'un rappel, car nous les avons présentées aux lecteurs voici quelques années. Nous attendrons leurs remarques.

Jean Pennaneac'h a écrit dans « La Grande Revue » de décembre 1976 un article bien documenté au sujet de la Sécurité Sociale. D'un autre côté, des lecteurs demandent quelle pourrait être l'agriculture en Economie Distributive. Ces problèmes paraissent différents à première vue. Il n'en est rien.

...« On est en droit de se demander si nous sommes bien soignés » dit Jean Pennaneac'h. Beaucoup de gens - mais pas assez encore ! - se posent la même question.

DEPENSES DE SANTE OU DE MALADIE ?

Il est bon de remettre au point ce problème de la Sécurité Sociale, car trop de mensonges courent sur ce sujet. Mais, en admettant que les dépenses de santé soient trop fortes pour la nation, il n'est pas le scandale. Le scandale, c'est qu'il ne s'agit pas de dépenses de santé, mais de dépenses de maladie !

Ces dépenses ne seraient pas graves, et même bénéfiques, si elles aboutissaient à une amélioration générale de la santé française. Est-ce le cas ? Trop souvent non, hélas ! Et leur augmentation continue en est une preuve supplémentaire.

Certes, la chimie médicale et l'abus de la chirurgie ne sont pas les seuls responsables. En dehors des maladies « iatrogènes » (causées par les médicaments) la dégradation des conditions de vie tient sans doute une plus large place. Il n'en reste pas moins vrai que la Sécurité Sociale rembourse sans sourciller une quantité de thérapeutiques inefficaces et refuse de rembourser des soins de haute valeur (cures de jeûne par exemple).

Nous sommes bien placés pour le savoir. Et si cet ostracisme a disparu nous aimerions en être informés. Ce ne peut être que tout récent.

On nous avait répondu à l'époque : « C'est la faute du contrôle médical et pas de la Sécurité Sociale .. Il paraît que cela ne va pas ensemble [1]. Encore un mystère de plus, n'est-ce-pas, sauf pour les adhérents du M.F.A. : ils savent bien qu'il ne faut pas « tuer la poule aux oeufs d'or », en l'occurrence, l'augmentation de la morbidité.

AUGMENTATION DE LA MORBIDITE

Car, cela aussi il faut que nos camarades, trop souvent fanatiques du « Progrès » le sachent ; la baisse de la mortalité a été compensée par l'augmentation de la morbidité, c'est-à-dire du nombre de gens malades, pas d'une façon aiguë et fatale (du moins pas toujours), mais chronique, et obligeant de se soigner constamment.

Les grandes épidémies ont été remplacées par d'autres maladies : hépatites, cancer, maladies cardio-vasculaires, mentales, etc...

Les spécialistes du cancer attribuent 80 % des cas à l'environnement (déclaration faite en particulier par le Pr John Higginson, de l'Institut International de Lyon). Nous n'avons même pas besoin de recourir ici aux fanatiques de l'écologie et de la médecine naturelle pour les mises en garde. Et c'est du cancer, combien d'allergies, de maladies pulmonaires, digestives ou autres lui sont imputables ? L'environnement, bien sûr, c'est l'air, c'est l'eau, mais aussi nos aliments et notre manière de vivre. Parmi ces facteurs, notre alimentation est primordiale. Si la production agricole a battu des records (coups de fortes baisses, il est vrai), ces dernières années, sa qualité ne s'est pas améliorée, au contraire ! Nous posons la question à nos lecteurs : le progrès consiste-t-il à rendre les gens malades, puis à inventer des tas de remèdes plus ou moins complexes pour les soigner, ou bien leur offrir des conditions de vie qui les empêchent de tomber malades ? Il nous semble que la réponse est évidente. Inutile de continuer à polluer l'eau et l'atmosphère avec les rejets des usines chimiques si l'on peut se passer de leurs produits en médecine et en agriculture. Et c'est possible. L'expérience le démontre.

ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIE

Depuis que nous étudions l'agriculture biologique, nous avons eu connaissance de nombreux témoignages, prouvant l'amélioration de la santé des plantes et des animaux, mais aussi de la santé des agriculteurs eux-mêmes. (Nous avons fait des constatations identiques en médecine naturelle).

L'agriculture biologique a donc un double résultat : elle permet de se passer d'une grande partie de l'énergie employée par l'agrochimie, tout en améliorant ou rétablissant la santé des consommateurs. Elle est capable d'atteindre ou même de dépasser les rendements de l'agrochimie ! Elle fait mieux : ses rendements se maintiennent, alors que ceux des méthodes courantes, après avoir atteint un sommet, décroissent ensuite régulièrement (en proportion des fertilisants employés, mais aussi en valeur absolue).

Exemple : des rendements en blé variant entre 40 et 70 qx/hectare ! Nous connaissons un agriculteur produisant régulièrement entre 45 et 60 qx/hectare. Ces témoignages ne manquent pas. Si les adversaires contestent, qu'ils prouvent le contraire.

Notons enfin que le blé du cultivateur précité est d'une propreté étonnante : peu de graines de plantes adventices et ce, sans aucun herbicide.

Ce détail a son importance, lorsqu'on sait que l'on utilise, pour désinfecter les céréales, des produits à base de 2-4 D ou 2-4-5-T, comme les défoliants du Vietnam. Ils renferment de la dioxine, le bon produit de Seveso, et sont interdits aux États-Unis, qui savent à quoi s'en tenir !

Voici encore quelques renseignements supplémentaires :

- après avoir augmenté, l'espérance de vie baisse de nouveau dans les pays « avancés ».
- les épidémies subsistent, malgré les vaccinations, dans les pays où règne la misère (variole, choléra, tuberculose), il y a eu progrès, chez nous, dans ce domaine, mais la grande bouffe et la pollution alimentaire pourraient bien les remettre en cause ; et nous n'avons pas éliminé la misère.

[1] Il va de soi que le principe sur lequel est fondée la Sécurité Sociale n'est pas en cause. Il s'agit de la remettre au service des citoyens. Le « cochon de payant » a son mot à dire dans le choix de son traitement.